

véhiculer tout type de contenus. Ainsi, à titre d'exemple, le spectre hertzien est aujourd'hui utilisé pour la téléphonie mobile et, dans un proche avenir, la mise en place d'une nouvelle norme de téléphonie mobile rendra possible la diffusion de données multimédia. De même, le traditionnel réseau téléphonique filaire, dopé par le recours à de nouvelles techniques de transmission comme l'xDSL et l'ATM, constituera lui aussi une nouvelle infrastructure alternative susceptible de véhiculer des images animées et des données multimédia.

Internet connaît un développement très spectaculaire (le nombre d'utilisateurs atteindrait 150 millions à la fin de 1998 dans le monde) et constitue sans doute l'archétype de ce phénomène nouveau de convergence entre les mondes jusqu'alors séparés des réseaux informatiques, de l'audiovisuel et des télécommunications. Internet, parfois identifié comme un réseau (la «toile»), ou un «réseau de réseaux» (du fait de l'interconnection de multiples réseaux publics et privés entre eux par l'utilisation d'un protocole de communication commun), présente en fait la particularité de ne pouvoir être qualifié, au sens strict, ni de réseau ni de service : il est en effet accessible par tous les réseaux et offre l'accès à des services et des contenus transnationaux d'une grande variété.

Ces mutations, sommairement décrites, constituent un véritable défi pour le droit. Ainsi, comment par exemple lutter contre les risques de contrefaçon des œuvres liés au développement du numérique qui autorise la duplication et la manipulation des données ? La distinction entre d'un côté la régulation des services et des réseaux audiovisuels et de l'autre la régulation des services et des réseaux de télécommunication est-elle encore pertinente dans un contexte de convergence technologique ? Les caractéristiques des nouvelles technologies de l'information et de la communication et en particulier le développement d'Internet nécessitent-ils des adaptations du droit, une nouvelle approche de la régulation ?

Sans pouvoir aborder l'ensemble des questions posées par le développement des NTIC dans le cadre de cet article, il est

possible de mettre en lumière, à travers quelques exemples significatifs, ce qui n'est pas remis en cause dans ce nouveau contexte et les difficultés qui justifient à l'inverse des adaptations.

Les grands principes du droit français demeurent en effet pertinents. Il en va notamment ainsi de la distinction fondamentale entre la communication audiovisuelle et la correspondance privée. Elle est prévue à l'article 2 de la loi du 3 décembre 1996 qui dispose dans son alinéa 2 : « On entend par communication audiovisuelle toute mise à disposition du public ou de catégorie de public, par un procédé de télécommunication, de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de messages de toute nature qui n'ont pas le caractère d'une correspondance privée ». La notion de correspondance privée n'a fait l'objet d'aucune définition législative. Une circulaire du 17 février 1988 a cependant précisé ces notions : « La communication audiovisuelle se définit par opposition à la correspondance privée. Il y a correspondance privée lorsque le message est exclusivement destiné à une (ou plusieurs) personne, physique ou morale, déterminée et individualisée. A l'inverse, il y a communication audiovisuelle lorsque : le message est destiné indifféremment au public en général ou à des catégories de public, c'est-à-dire un ensemble d'individus indifférenciés, sans que son contenu soit fonction de considérations fondées sur la personne ».

La qualification de communication audiovisuelle induit un contrôle du respect d'objectifs d'intérêt général (déontologie de l'information, protection des mineurs, identification de la publicité ...), tandis que celle de correspondance privée implique au contraire le respect du secret des correspondances et l'obligation de s'abstenir de toute ingérence dans la transmission des messages. Contrairement à une interprétation répandue, la distinction ne repose pas sur des critères techniques opposant les services de télécommunications « point à point » (d'utilisateurs à utilisateurs) et les services